

# **TABLE DES MATIÈRES: MANIFESTATIONS HIVER 2007**

|   |                   |
|---|-------------------|
| <b>Budget fédéral.....</b>  | <b>2</b>          |
| <a href="#">RADIO-CANADA / BUDGET : Éducation : Institutions satisfaites, étudiants déçus - Mise à jour le mardi 20 mars 2007 à 8 h 32.....</a>   | <a href="#">2</a> |
| <a href="#">LE DEVOIR : Éditorial : Trop peu trop tard, par Jean-Robert Sansfaçon - Édition du mardi 20 mars 2007.....</a>  | <a href="#">2</a> |
| <a href="#">LE DEVOIR : Collèges et universités se satisfont des 800 millions : Les étudiants et les professeurs, eux, affichent leur déception - Édition du mardi 20 mars 2007.....</a>  | <a href="#">3</a> |
| <a href="#">LA PRESSE : 800 millions de plus en éducation - Le mardi 20 mars 2007.....</a>  | <a href="#">3</a> |
| <a href="#">LA PRESSE : «Jean Charest a échoué», disent les étudiants - Le mardi 20 mars 2007.....</a>  | <a href="#">4</a> |
| <a href="#">LE SOLEIL: Charest a échoué, selon la FEUQ – Mardi 20 mars 2007.....</a>  | <a href="#">5</a> |
| <a href="#">MÉTRO : Les étudiants universitaires déçus – Mardi 20 mars 2007.....</a>  | <a href="#">5</a> |
| <a href="#">JOURNAL DE MONTRÉAL : Québec solidaire prône la gratuité scolaire à l’université – Mardi 20 mars 2007.....</a>  | <a href="#">5</a> |
| <a href="#">JOURNAL DE MONTRÉAL: Programmes des partis québécois en éducation : PLQ et PQ dans la même classe : l’ADQ fait bande à part – Engagements des trois partis – Une longue liste de devoirs : le prochain gouvernement québécois aura du pain sur la planche en éducation, clament des experts – Mardi 20 mars 2007.....</a> | <a href="#">6</a> |
| <a href="#">THE GLOBE AND MAIL: Federal budget: Education – Tuesday, March 20, 2007.....</a>  | <a href="#">7</a> |
| <a href="#">THE GLOBE AND MAIL: Education: Universities, colleges will have to wait – Tuesday, March 20, 2007.....</a>  | <a href="#">8</a> |

## Budget fédéral

### RADIO-CANADA / BUDGET : Éducation : Institutions satisfaites, étudiants déçus - Mise à jour le mardi 20 mars 2007 à 8 h 32

Dans son budget, le ministre des Finances Jim Flaherty a annoncé l'allocation de 800 millions de dollars aux provinces à partir de 2008-2009, indexé de 3 % par année, bien loin des 2,2 milliards réclamés.

Les universités et cégeps du Québec devraient recevoir de cette somme environ 200 millions de dollars. Les directions de ces établissements y trouvent malgré tout matière à se réjouir.

« On voit positivement tout apport d'argent, mais on est encore sous-financés », soutient le président de la Conférence des recteurs et principaux d'université du Québec, Michel Pigeon.

Le président de la Fédération des cégeps, Gaëtan Boucher, y voit même un progrès significatif, même si ses attentes étaient plus ambitieuses.

Pour leur part, les étudiants ont manifesté leur déception et jugent l'enveloppe budgétaire bien modeste, au regard de ce que les provinces réclamaient. Le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Christian Bélair, reproche au premier ministre Jean Charest de n'avoir pas su défendre les intérêts du Québec face à Ottawa.

Le budget prévoit aussi l'octroi de 1000 nouvelles bourses d'excellence destinées aux étudiants canadiens de deuxième et troisième cycle. Une somme de 35 millions est prévue pour les deux prochaines années, ensuite le programme bénéficiera d'une somme de 27 millions par an.

Le document de M. Flaherty prévoit aussi l'allocation de 510 millions de dollars à la Fondation canadienne pour l'innovation afin de soutenir la modernisation des infrastructures de recherche.

Ottawa modifie aussi son programme de REE qui permet aux parents d'économiser en vue des études postsecondaires de leurs enfants. Les sommes versées par les parents sont bonifiées d'une aide du gouvernement de 20 %, et le plafond de cotisations cumulatives est rehaussé, passant de 42 000 \$ à 50 000 \$.

Par ailleurs, le ministre a aussi annoncé le versement de 13 millions sur deux ans, consacré à la création d'un bureau de reconnaissance des diplômés étrangers, afin de faciliter la venue et l'établissement de personnes qualifiées au Canada.

### LE DEVOIR : Éditorial : Trop peu trop tard, par Jean-Robert Sansfaçon - Édition du mardi 20 mars 2007

Le premier ministre Jean Charest attendait beaucoup de ce deuxième budget Flaherty pour convaincre les électeurs que son gouvernement est le mieux placé pour négocier le règlement du déséquilibre fiscal avec Ottawa. Malheureusement pour lui, le budget du ministre Flaherty rendu public hier ne lui sera d'aucun secours.

Comme tous les budgets fédéraux depuis le début de la décennie, ce deuxième budget Harper distribue les millions comme des bonbons, et ce, même après avoir consacré 22,5 milliards en deux ans au remboursement de la dette.

Comme promis, les économies annuelles d'intérêts réalisées grâce au remboursement de la dette iront à des baisses d'impôts des particuliers qui atteindront 3,7 milliards au cours du prochain exercice et autant l'an prochain. Les principaux bénéficiaires sont les personnes âgées, les familles avec enfants et les assistés sociaux qui réintègrent le marché du travail. Les baisses sont modestes et ne changent en rien les taux d'imposition de chacun, Ottawa ayant fait le choix implicite d'augmenter ses dépenses et de rembourser la dette au lieu d'agir à ce niveau.

Pour les entreprises, le budget tient compte des difficultés du secteur manufacturier en autorisant une déduction accélérée des dépenses d'investissement, une facture de 565 millions sur une base annuelle. Une foule d'autres mesures s'ajoutent au chapitre des dépenses, dont la tentative de retenir ou d'attirer les diplômés d'origine étrangère, ou encore l'injection de fonds pour encourager les provinces à respecter leur engagement de réduire l'attente en santé.

Pour l'exercice 2007-2008, les dépenses de programmes augmenteront de 5,6 % au total, ce qui est bien supérieur au taux de croissance de l'économie. Depuis la présentation du premier budget, il y a un an, Ottawa a procédé à des annonces qui totalisent 15 milliards dont 12,5 milliards dans le budget d'hier. Autre illustration de la situation excédentaire chronique, pas moins de 6 milliards de ces mêmes dépenses sont tirés de l'excédent de l'année en cours qui se termine à la fin du mois! C'est dire que le surplus fédéral réel par rapport aux prévisions faites l'an dernier n'est pas de 9 milliards, comme le dit le ministre, mais bien de 15 milliards!

Avec des résultats semblables, on se demande pourquoi le gouvernement Harper n'a pas mis plus d'énergie à régler le fameux déséquilibre fiscal auquel il a choisi de ne consacrer que 3,1 milliards au total en 2007-2008. Sur une période de sept ans, Ottawa prétend consacrer 39 milliards pour régler ce problème, mais, de ce montant, un peu moins de la moitié servira à la prolongation du programme d'infrastructures et au Fonds de la taxe sur l'essence pour les municipalités. Et du reste, la majeure partie sera constituée d'augmentations déjà prévues.

Au Québec, on attendait entre 2 et 3,9 milliards de plus par année que ce qui avait déjà été calculé grâce aux anciennes formules de péréquation et de transferts en santé et en éducation. Or, si le budget Flaherty parle de 2,3 milliards de plus, il s'agit là d'une simple comparaison avec l'an dernier. En fait, ce sont tout au plus 905 millions de plus que prévu cette année, et un milliard l'an prochain, qui serviront à corriger le déséquilibre fiscal. Nous voilà

bien loin du compte. **Pire, au chapitre de l'éducation postsecondaire, il faudra attendre l'an prochain pour profiter d'une bonification, puisque seulement 7 milliards de dollars sont ajoutés en 2007-2008.** [mis en gars par nos soins-AGECVM]

Est-ce assez malgré tout? Ce sera aux électeurs de trancher. En modifiant la façon de calculer la péréquation et les paiements par habitant en éducation, le gouvernement Harper met en place une structure plus logique et prévisible à long terme, ce qui est fort bien.

Pour autant cependant que cette structure se révèle aussi plus intéressante pour le Québec. Or, à l'évidence, ces nouveaux modes de calculs ne changeront pas grand-chose à la «marge de manoeuvre» dont disposera l'équipe qui sera élue la semaine prochaine.

Ottawa aurait eu les moyens de régler le problème «une fois pour toutes» comme l'annonçaient les membres du cabinet Harper depuis quelques jours. Il ne l'a pas fait, et il devra s'en expliquer.

---

## **LE DEVOIR : Collèges et universités se satisfont des 800 millions : Les étudiants et les professeurs, eux, affichent leur déception - Édition du mardi 20 mars 2007**

---

Hélène Buzzetti, Marie-Andrée Chouinard

Mieux que rien, les 800 millions promis pour l'enseignement postsecondaire à compter de 2008-2009? Alors que professeurs et étudiants expriment une vive déception devant la minceur de l'enveloppe, collèges et universités ont applaudi à ce «progrès», tournant le regard vers Québec pour qu'il compense le manque à gagner.

Tous espéraient beaucoup de ce budget dévoilé hier à Ottawa, dont la plus grosse part en éducation concerne ces 800 millions, versés annuellement dans l'ensemble du Canada, à compter de 2008-2009, et indexés de 3 % par année. Cela devrait fournir environ 200 millions de dollars dans le portefeuille québécois pour les cégeps et les universités.

«Force est d'admettre que c'est un progrès significatif par rapport à là où nous étions, a signalé le président de la Fédération des cégeps, Gaëtan Boucher. On est partis de rien et, là, on se retrouve avec 800 millions. On aurait pu espérer un peu plus, mais c'est un progrès.»

Les universités abondent, mais se retournent désormais vers un prochain gouvernement québécois. «On voit positivement tout apport d'argent, mais on est encore sous-financés», a indiqué le président de la Conférence des recteurs et principaux d'université du Québec (CREPUQ), Michel Pigeon, recteur de l'Université Laval. «On souhaite que le prochain gouvernement, quel qu'il soit, soit attentif à nos demandes et comprenne que, s'il n'investit pas dans les universités des sommes substantielles, ça n'ira pas.»

Les cégeps ont évalué leurs besoins à 305 millions, tandis que les universités tendent plutôt vers 375 millions.

Les étudiants ne se sont pas gênés pour crier leur déception et écorcher le gouvernement libéral au passage.

«M. Charest s'est mis dans l'embarras et s'est placé dans une position de faiblesse en déclenchant des élections en plein budget!», dénonce Christian Bélair, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). «Quelle marge de manoeuvre a-t-il maintenant pour critiquer ce budget inacceptable sans avouer ses propres échecs?»

Déçus eux aussi, les professeurs d'université s'inquiètent du flirt entre commerce et enseignement supérieur, affiché dans le budget. «Ce qui nous décourage, c'est encore ce lien de dépendance au secteur économique et commercial à tous les niveaux», a affirmé Cécile Sabourin, présidente de la Fédération québécoise des professeurs d'université (FQPPU).

### **Bourses, infrastructures et REEE**

Outre les 800 millions, Ottawa a aussi annoncé l'octroi de 1000 nouvelles bourses d'excellence pour les étudiants de deuxième et troisième cycles d'une valeur, à terme, de 27 millions de dollars par année.

Il s'engage de même à verser 510 millions de dollars à la Fondation canadienne pour l'innovation, qui lancera ainsi un autre «concours» pour financer les infrastructures universitaires.

Ottawa apporte par ailleurs plusieurs modifications à son programme REEE permettant aux parents d'économiser en vue des études postsecondaires de leurs enfants. Les sommes versées par les parents sont bonifiées d'un versement gouvernemental d'une valeur de 20 %, jadis limité à 400 \$ mais rehaussé ici à 500 \$.

Autre aspect du volet éducation du budget Flaherty, Ottawa annonce une somme de 13 millions sur deux ans qui servira à créer un bureau de reconnaissance des titres de compétence étrangers, pour aiguiller les nouveaux arrivants dans le système et faciliter leur accréditation.

On s'éloigne de la promesse conservatrice, qui parlait plutôt d'un bureau «qui fera[it] une évaluation préliminaire des titres de compétence et de l'expérience acquis à l'étranger». Cette promesse, un dada des politiciens fédéraux, se heurte toujours à la réalité des ordres professionnels provinciaux qui imposent chacun leurs règles pour accéder à la profession qu'ils contrôlent.

Dans la même veine, Ottawa annonce 34 millions sur deux ans pour aider les étudiants étrangers formés ici à rester au pays. Une autre somme de 2 millions sera utilisée pour mener une «campagne internationale de marketing» afin de recruter des stars étudiantes à l'étranger.

---

## **LA PRESSE : 800 millions de plus en éducation - Le mardi 20 mars 2007**

---

Philippe Mercure, Ottawa

**Dès 2008-2009, le gouvernement Harper compte remettre aux provinces en éducation 800 millions d'argent frais pour renflouer les universités, soit une augmentation de 33 % des transferts.**

Puisque cet argent est distribué en fonction de la population des provinces, le Québec ramassera grosso modo le quart du magot. C'est donc 200 millions supplémentaires qui atterriront chaque année dans les coffres du ministère de l'Éducation du Québec, quel qu'il soit, dès 2008-2009. Le montant sera bonifié de 3 % par

année. En tout, le gouvernement Harper fait donc bondir ses transferts en éducation postsecondaire de 2,4 à 3,2 milliards entre 2007-2008 et 2008-2009.

«Nous investissons pour former la main-d'œuvre la plus scolarisée, la plus qualifiée et la plus souple au monde», affirme le gouvernement Harper dans son plan budgétaire dévoilé hier.

Parallèlement à l'argent envoyé aux provinces, le gouvernement fédéral propose aussi ses propres initiatives en matière d'éducation. La plus importante est l'instauration d'un nouveau programme de formation pour les travailleurs, qui verra le jour en 2008-2009. Administré par les provinces, il coûtera 500 millions d'argent frais chaque année au gouvernement fédéral. Il vise une catégorie de gens oubliés par les mesures actuelles : ceux qui n'ont pas droit aux formations liées à l'assurance emploi. «Tous les Canadiens ayant besoin de formation pourront l'obtenir», promet le gouvernement dans les documents dévoilés hier.

Ottawa a également ciblé sept centres de recherche ayant atteint le statut de «chefs de file mondiaux bien connus», auxquels il s'engage à «verser immédiatement des fonds».

Au Québec, l'Institut neurologique de Montréal de l'Université McGill et l'Institut national d'optique de Québec figurent parmi la liste des heureux élus qui recevront, conjointement, 105 millions en 2007-2008. «Le Canada a besoin d'un plus grand nombre de centres de recherche et de commercialisation de calibre mondial», affirme le gouvernement, qui consacrera 350 millions sur trois ans aux centres d'excellence.

Le budget des Bourses d'études supérieures du Canada est aussi augmenté. Elles permettent actuellement à 4000 étudiants d'entreprendre des études supérieures; on veut faire passer le chiffre à 5000 étudiants. Cette mesure

coûtera 35 millions pour les deux prochaines années, 27 millions par année ensuite.

Les trois organismes qui accordent les subventions aux chercheurs et aux étudiants voient leurs ressources augmenter de 85 millions de dollars par année, une hausse d'un peu plus de 5 %.

Parmi les autres mesures, soulignons que Génome Québec obtient 100 millions supplémentaires et que CANARIE, une société à but non lucratif qui gère un réseau visant à relier les universités et les centres de recherche canadiens, voit aussi son budget significativement augmenté. Les programmes visant à accroître les compétences et l'emploi chez les autochtones sont bonifiés de 105 millions. Les étudiants étrangers sont également ciblés : 2 millions pour une campagne de marketing internationale visant à les attirer chez nous, et 34 millions pour les aider à rester en accélérant leur passage vers la résidence permanente.

On promet aussi 510 millions à la Fondation canadienne de l'innovation pour moderniser les infrastructures de recherche des centres et des universités, mais on comprend qu'il faudra attendre : l'argent commencera à arriver, à hauteur de 70 millions, en 2008-2009.

#### **L'argent frais en éducation**

Trois gros morceaux :  
> 800 millions de plus par année aux provinces à partir de 2008-2009 (le Québec en récoltera le quart);  
> 500 millions par année pour la formation liée au marché du travail à partir de 2008-2009;  
> 350 millions en trois ans pour les centres d'excellence.

Et une série de plus petits morceaux, dont 85 millions par année pour les organismes subventionnaires, 100 millions pour Génome Canada et 35 millions en trois ans pour les étudiants aux cycles supérieurs.

---

### **LA PRESSE : «Jean Charest a échoué», disent les étudiants - Le mardi 20 mars 2007**

---

Marie Allard

La déception était grande hier chez les étudiants, à l'annonce d'un budget fédéral qui n'offre rien en éducation postsecondaire avant 2008-2009. «Jean Charest a clairement échoué», a dénoncé Christian Bélair, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec

«Il a répété sur toutes les tribunes qu'il fallait 2,2 milliards en transferts fédéraux pour l'éducation postsecondaire, mais il n'y a rien la première année et seulement 800 millions en 2008, a poursuivi le leader étudiant. C'est en deçà des rumeurs et des attentes.»

Le dégel des droits de scolarité, proposé par le Parti libéral du Québec, doit maintenant être annulé, selon M. Bélair.

«M. Charest a dit que comme tout le monde fait sa part, les étudiants devaient la faire aussi, a-t-il rappelé. Comme le fédéral ne fait pas sa part, il est bien mal placé pour aller piger dans les poches des étudiants.»

Le ton était plus positif à la Fédération des cégeps. «Hier on n'avait rien, maintenant on a 800 millions pour 2007-

2008, a souligné Gaétan Boucher, président de la Fédération. C'est un progrès significatif.» Les cégeps toucheront environ 80 millions de cette somme. Pour un cégep de taille moyenne comme celui de Saint-Jérôme, cela signifie 1,6 million supplémentaire par an. Pour un gros cégep comme celui du Vieux-Montréal, cela donne 2,4 millions de plus par an.

Les profs de cégep n'étaient pas du même avis. «On est bien loin du compte», a estimé Ronald Cameron, président de la Fédération nationale des enseignants de cégep. Même grogne à la Centrale des syndicats du Québec, où l'on a jugé que c'était «trop peu, trop tard».

«Reste à savoir si ce gouvernement sera toujours en poste l'année prochaine pour pouvoir mettre en oeuvre ces faibles transferts de 800 millions», a ajouté Étienne Hudon-Gagnon, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec. Il a, par ailleurs, demandé à Jean Charest de s'engager à «accorder une partie des sommes obtenues en péréquation pour l'éducation postsecondaire».

**Charest a échoué, selon la FEUQ** → La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) est déçue du budget fédéral principalement parce qu'il ne comporte aucune augmentation des transferts fédéraux pour l'éducation postsecondaire pour 2007-2008. La fédération en conclut que le premier ministre, Jean Charest, a échoué dans ses négociations avec le premier ministre Harper. « M. Charest n'a pas été en mesure de défendre adéquatement les intérêts du Québec vis-à-vis d'Ottawa. Ce budget ne contient aucune augmentation des transferts fédéraux pour l'éducation postsecondaire pour l'année à venir et moins de 200 millions \$ à partir de 2008-2009. Cela fait plus de deux ans que M. Charest exige plus de six fois ce montant; il a clairement échoué! » a soutenu Christian Bélaïr, président de la FEUQ, dans un communiqué. *PC*



## Les étudiants universitaires déçus

**EDUCATION.** L'éducation postsecondaire devra attendre encore un an avant de profiter de la hausse de 800 M\$ des transferts fédéraux. Et cette somme est encore loin des 2,2 G\$ réclamés cette année par les provinces.

Dans son budget déposé hier, le ministre des Finances Jim Flaherty a annoncé que la somme de 800 M\$, qui sera versée aux provinces en 2008-2009, sera ensuite augmentée de 3 % par année subséquente.

Ottawa compte identifier, en collaboration avec les provinces, quels seront les

### Pour les étudiants étrangers

Ottawa a prévu une série de mesures afin de faciliter les démarches des étudiants et des travailleurs étrangers disposant de diplômes et d'expérience de travail obtenus au Canada, afin qu'ils puissent faire une demande de résident permanent sans avoir à quitter le pays. Le gouvernement croit que 25 000 personnes pourront chaque année profiter de ces mesures. *PC*

secteurs qui profiteront en priorité des fonds fédéraux.

### Mesurer les résultats

Depuis l'an dernier, les premiers ministres des provinces réclamaient que les transferts fédéraux pour l'éducation postsecondaire soient aug-

mentés au niveau où ils étaient en 1994-1995, soit 2,2 G\$ – ce qui représenterait 550 M\$ pour le Québec.

En tenant compte de l'inflation, la réclamation atteindrait 4,9 G\$, une somme très éloignée de ce qu'a annoncé hier Ottawa, a souligné la

Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

Selon le regroupement, le premier ministre québécois Jean Charest, qui avait appuyé la réclamation de 2,2 G\$, n'a pas été en mesure de défendre adéquatement les intérêts du Québec vis-à-vis d'Ottawa.

« Il a clairement échoué », a déclaré le président de la FEUQ, Christian Bélaïr, en marge du dépôt du budget à Ottawa.

D'autre part, le document déposé hier par M. Flaherty indique que 1 000 étudiants des cycles supérieurs pour-

### « [Jean Charest] a clairement échoué »

Christian Bélaïr

ront désormais profiter d'un nouveau programme de bourses. *PC*



## QUÉBEC SOLIDAIRE PRÔNE LA GRATUITÉ SCOLAIRE À L'UNIVERSITÉ

**PC |** Le Parti Québec solidaire a dispersé ses troupes à Montréal, Trois-Rivières et Drummondville, hier, pour parler d'éducation.

À l'Université de Montréal, la candidate dans la circonscription d'Outremont, Sujata Dey, a indiqué que Québec solidaire s'engage à réduire les frais de scolarité, dès la première année d'un mandat, et ce, jusqu'à l'obtention de la gratuité scolaire pour les étudiants à l'université. Cette mesure coûterait quelque 400 millions \$, selon M. Dey. Le financement se ferait dans le cadre du changement proposé par Québec solidaire « dans la structure de l'impôt », c'est-à-dire en modifiant la taxation des grandes entreprises et des contribuables à revenus élevés pour que ceux-ci contribuent davantage.

**JOURNAL DE MONTRÉAL: Programmes des partis québécois en éducation : PLQ et PQ dans la même classe : l'ADQ fait bande à part – Engagements des trois partis – Une longue liste de devoirs : le prochain gouvernement québécois aura du pain sur la planche en éducation, clament des experts – Mardi 20 mars 2007**

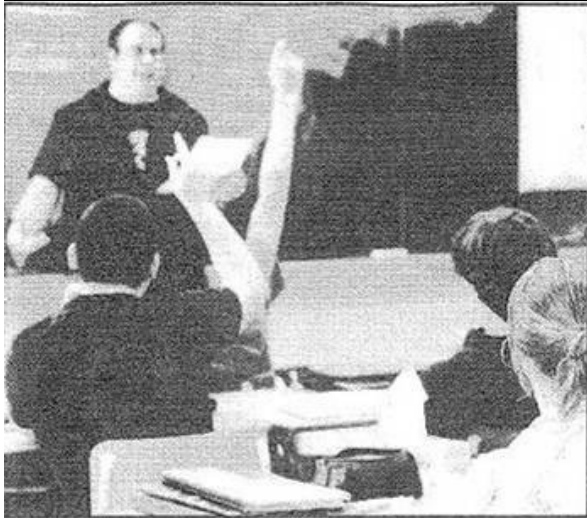


PHOTO DONALD COURCHESNE

■ Jean Charest et André Boisclair s'entendent pour allonger les journées d'école.

**PLQ ET PQ DANS LA MÊME CLASSE**

# L'ADQ fait bande à part

**JEAN-PHILIPPE PINEAULT**  
Le Journal de Montréal

Plus de spécialistes, augmentation des heures d'école et investissements dans les cégeps et les universités : les engagements électoraux des libéraux et du Parti québécois se croisent sur plusieurs points. De son côté, l'ADQ fait bande à part avec des idées très tranchantes.

«Tous les partis accordent une place importante à l'éducation, mais il n'y a que l'ADQ qui se démarque de façon radicale, notamment avec l'abolition des commissions scolaires», analyse Christian Dufour, chercheur à l'École nationale d'administration publique (ÉNAP).

«Au-delà de la souveraineté, les programmes du PQ et du PLQ se ressemblent beaucoup», ajoute-t-il.

Le PQ et le PLQ souhaitent tous deux investir dans l'em-

bauche de professionnels afin de venir en aide aux élèves présentant des difficultés d'apprentissage. Ils divergent toutefois sur le nombre de nouveaux spécialistes à engager. Les libéraux veulent en embaucher 1000 de plus alors que le PQ estime qu'il en faut plutôt 1500 de plus.

Les deux «vieux partis» s'entendent aussi pour allonger les journées d'école.

**L'ADQ plus radicale**

Le parti de Mario Dumont veut abolir les commissions scolaires, payer les parents qui s'occupent eux-mêmes de leurs enfants en âge de fréquenter le réseau de garderies subventionnées par l'État et octroyer 5000 \$ pour un troisième enfant.

Les libéraux et l'ADQ s'entendent toutefois pour dire qu'il faut dégeler les frais de scolarité des étudiants universitaires.

**ENGAGEMENTS**



- Une heure d'activités organisées après l'école pour les jeunes du primaire et du secondaire afin d'accélérer l'aide aux devoirs.
- 1000 professionnels (psychologues, psychoéducateurs et orthophonistes) de plus pour les élèves en difficulté.
- Instituer un examen du ministère en français à la fin de chaque cycle du primaire et du secondaire.
- Mettre en place un nouveau plan de promotion de la lecture à l'école, notamment en embauchant des bibliothécaires.

- Créer un concours national d'épellation semblable au National Spelling Bee aux États-Unis.
- Favoriser des séjours d'immersion en anglais d'une durée d'un mois pour des jeunes de niveau secondaire IV et V.
- Permettre aux cégeps d'admettre « sous conditions » des élèves du secondaire à qui il manque jusqu'à deux cours.
- Ajouter d'ici 2012 un milliard \$ dans les universités et les cégeps en sus des transferts fédéraux.
- Dégeler les frais de scolarité, en les élevant d'environ 50 \$ par session et en bonifiant le programme de prêts et bourses.

**ENGAGEMENTS**



- Investir 450 millions \$ dans la réussite scolaire.
- Donner accès aux écoles de 8 à 17 heures pour inclure davantage d'aide aux devoirs, de sport et d'activités parascolaires.
- Diminuer d'au moins 10 % la taille des classes vers la fin du primaire et au début du secondaire dans les milieux défavorisés.
- Embaucher 1500 spécialistes pour les enfants présentant des difficultés d'apprentissage.
- Investir 750 millions \$ de plus dans l'entretien et l'amélioration des écoles primaires et secondaires.
- Embaucher 250 conseillers pédagogiques auprès des enseignants et favoriser le mentorat des jeunes professeurs.

- S'assurer que tous les élèves québécois aient accès à un programme d'enseignement de l'histoire qui tienne compte de tous les événements marquants de notre histoire nationale.
- Mettre fin aux écoles religieuses illégales et s'assurer que le programme du ministère de l'Éducation s'applique à tous les élèves québécois.
- Investir 400 millions \$ dans le financement des cégeps et des universités québécoises.
- Maintenir le gel des frais de scolarité.
- Renforcer le soutien aux établissements d'éducation postsecondaire en régions, notamment au chapitre de la recherche et du développement.

**ENGAGEMENTS**



- Soutenir les écoles désireuses d'instaurer une période de devoirs et de leçons à l'école primaire afin d'aider les élèves dont les familles ne sont pas en mesure de le faire.
- Abolir les commissions scolaires et redistribuer les ressources humaines et financières vers les écoles.
- Lutter contre le décrochage scolaire, notamment celui des garçons, en favorisant diverses approches pédagogiques.

- Instaurer la gratuité scolaire pour le parent d'un enfant de moins de 18 mois afin de lui permettre de poursuivre ses études ou d'y effectuer un retour.
- Regrouper l'ensemble des programmes de formation professionnelle dispensés par les commissions scolaires vers les institutions du réseau collégial.
- Hausser les exigences en matière de maîtrise du français chez les enseignants actuels et futurs.
- Instaurer l'enseignement intensif de l'anglais écrit et parlé aux 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> années du primaire.
- Adopter un bulletin universel et chiffré.
- Redresser le financement des études post-secondaires, y compris la contribution des étudiants, tout en bonifiant le régime de bourses en élargissant son accessibilité.



# Une longue liste de devoirs

■ Le prochain gouvernement québécois aura du pain sur la planche en éducation, clament des experts

**Réforme de l'éducation contestée, sous-financement des universités, qualité de la langue enseignée déficiente : le prochain gouvernement fera face à de nombreux défis en éducation au cours des quatre prochaines années, préviennent des experts.**

**JEAN-PHILIPPE PINEAULT**

Le Journal de Montréal

«Il y a beaucoup de défis qui attendent l'éducation au Québec», affirme Clermont Gauthier, professeur à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval.

«Il va falloir qu'on arrête de mettre de l'argent dans la santé et s'occupe plus de l'éducation si on ne veut pas que le Québec finisse comme un immense hôpital», juge-t-il.

Sujet de l'heure en éducation, la réforme n'a pas fini de faire couler de l'encre, pensent les spécialistes interrogés. S'ils ne s'entendent pas sur ce qu'il faut en faire, tous les experts sont d'avis que le renouveau pédagogique continuera d'être au cœur des préoccupations.

«Il va falloir revoir la réforme et pas seulement en superficiel. Il faut revoir les fondements», indique Gérard Boutin, professeur au Département d'éducation et formation spécialisées de l'UQAM.

Même son de cloche du professeur Gauthier. «Je pense qu'il va falloir prendre sérieusement en compte les critiques qui sont faites à la réforme. C'est un enjeu très important», dit-il.

Professeur au Département d'administration et de fondements de l'éducation à l'Université de Montréal, Jean-Pierre Proulx ne partage pas cet avis. «Le défi de la réforme va être de la mener à bon port avec les ajustements qu'il faut y faire», dit-il.



■ Le chef de l'ADQ, Mario Dumont, discute avec des étudiants dans une école privée de Terrebonne.



■ Le chef du PQ, André Boisclair, s'amuse avec une fillette dans un centre de la petite enfance à Québec.



■ Le chef du PLO, Jean Charest, est témoin du travail effectué dans une boîte de production multimédia à Matane.

## Sous-financement

Les universités ont reçu de l'argent neuf pour Noël, mais cela est encore loin d'avoir réglé leurs problèmes de financements.

«Le déficit des universités est significatif, au-delà d'une centaine de millions», affirme le professeur Proulx. Selon ce dernier, le gouvernement doit s'empresser de réinvestir dans l'enseignement supérieur, notamment au niveau de la recherche.

«C'est un enjeu collectif», dit ce dernier, qui rappelle que la recherche a un effet direct sur les retombées économiques, culturelles et sociales.

## Français

Les experts interrogés sont d'avis que la qualité du français des enseignants et de leurs élèves sera un défi important du prochain gouvernement.

«Il faut que les enseignants, les penseurs, les parents, les journalistes travaillent à un consensus sur la langue», affirme le professeur Proulx. Au cours des quatre prochaines années, le parti au pouvoir devra aussi régler le manque de services aux jeunes en difficulté et rapprocher les parents de l'école.

jppineault@journalmt.com

## THE GLOBE AND MAIL: Federal budget: Education – Tuesday, March 20, 2007

The federal budget includes a pledge for \$800-million in new money for Canada's higher-education system, but it isn't coming to the provinces for another year, until Ottawa has a chance to discuss how it will be used and what accountability measures need to be put in place.

Universities and colleges have long lamented the need for more money from all levels of government to keep their buildings operating, lower class sizes and remain competitive in a global economy.

And the provinces have been pushing Ottawa to provide some of the cash that, they say, was cut back by the former Liberal government.

The budget includes more money for graduate student scholarships and university research, while making it more attractive for parents to save for their child's education by lifting the yearly limit of \$4,000 for Registered Education Savings Plan contributions and instead putting a limit of \$50,000 in savings for each child.

There's more money to support university research, with a one-time funding of \$105-million to seven centres of excellence, which include the Brain Research Centre at the University of British Columbia and the Montreal Neurological Institute at McGill University.

The three federal granting councils – the Canadian Institutes of Health Research, the Natural Sciences and

Engineering Research Council of Canada and the Social Sciences and Humanities Research Council of Canada – will share \$85-million to fund researchers and attract new academics into the country.

Other highlights include \$2-million over two years for a new marketing campaign to attract international students and a pledge to simplify the Canada Student Loans programs.

---

**THE GLOBE AND MAIL: Education: Universities, colleges will have to wait – Tuesday, March 20, 2007**

---

CAROLINE ALPHONSO

Globe and Mail Update

OTTAWA — Canada's universities and colleges will have to wait an extra year to receive any new money from the federal government.

Monday's budget pledged \$800-million in new money for the country's higher-education system, but that cash will only flow to provinces after Ottawa has had a chance to discuss how it will be used and what accountability measures need to be put in place.

Still, the money would go far to increase post-secondary education funding by 40 per cent to \$3.2-billion, the government said.

"This funding will strengthen Canada's universities and colleges by supporting the objectives of improving the quality of teaching and learning, providing better access for under-represented groups, [and] renewing

The money comes at a time when the provinces have been pushing Ottawa to step up to the plate with more money that, they say, was cut back by the former Liberal government.

Universities and colleges have long lamented the need for more money from all levels of government to keep their buildings operating, lower class sizes and remain competitive in a global economy.

The post-secondary education system was one of the highlights of Finance Minister Jim Flaherty's budget, with the minority government describing the increased funding as necessary for the country's economic and social prosperity.

The federal Conservatives also doled out more money Monday for graduate student scholarships and university research, while making it more attractive for parents to save for their child's education.

Another 1,000 students pursuing their masters and doctoral studies will be eligible for scholarships to pay for

their education. Already about 4,000 graduate students receive federal scholarships and another \$35-million over the next two years will expand these awards, the government said.

The budget also provided more money to support university research, with the government handing out one-time funding of \$105-million to seven centres of excellence. The centres include the Brain Research Centre at the University of British Columbia and the Montreal Neurological Institute at McGill University.

The three federal granting councils – the Canadian Institutes of Health Research, the Natural Sciences and Engineering Research Council of Canada and the Social Sciences and Humanities Research Council of Canada – will share \$85-million to fund researchers and attract new academics into the country.

But the money is not nearly as much as they had requested. The CIHR, for example, had asked for about \$1-billion more to help researchers.

The government also said Monday that it would allow parents to save more easily for their children's education.

"Parents across this country are struggling with the costs of post-secondary education. We're helping parents save for their children's education by strengthening the RESP program." Mr. Flaherty said in tabling his budget.

The \$4,000 limit on registered education savings plans contributions will be eliminated, but parents can only put as much as 50,000 over a lifetime. Also, the government will increase the lifetime limit on RESP contribution for the first time in a decade to \$50,000.

Other highlights in Monday's budget include:

— \$2-million over two years for a new marketing campaign to attract international students.

— The government will review the Canada Student Loans programs in consultation with the provinces to simplify it for students.